

« Confinés »... sauf pour travailler, s'entasser dans les transports ou les écoles

Chaque jour illustre un peu plus l'incurie, l'amateurisme, la panique du gouvernement dont le seul fil à plomb, la seule cohérence est la défense des intérêts des classes dominantes, du Cac 40... et la peur de nos colères, de la révolte possible, prévisible des travailleurs, des jeunes, des classes populaires, des petits artisans et commerçants, des « premiers et premières de corvée » toutes et tous méprisés de la même façon.

Castex et Véran peuvent prendre la mine grave pour expliquer que les projections faites par l'institut Pasteur prévoient la saturation des services de réanimation d'ici quelques jours, quelques semaines au mieux. Mais comment pourrait-il en être autrement alors que chacun sait que le virus n'allait pas disparaître comme ça et que la situation des hôpitaux ne cesse de se dégrader.

La crise dramatique des hôpitaux ne doit rien au hasard, ce n'est pas une catastrophe « naturelle ». Elle a été organisée par tous les gouvernements depuis 40 ans : plus de 100 000 lits ont été fermés tandis que la population augmentait, les capacités d'accueil sont passées de 731 lits pour 100 000 habitants en 1980 à... 378 aujourd'hui.

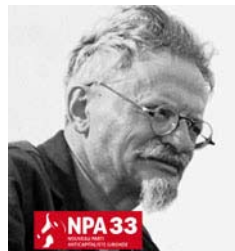
Et le gouvernement a continué à fermer des lits toute cette année. Les conditions de travail sont tellement dégradées que les démissions se multiplient et il manque encore plus de bras dans les hôpitaux aujourd'hui que lors de la première vague.

Alors oui, la situation est dramatique car le capitalisme, la recherche permanente de profit à laquelle est soumise toute la société pousse à la catastrophe sanitaire, sociale, démocratique.

Et dans la cacophonie générale du gouvernement, on atteint les sommets de l'absurde : le gouvernement qui a fait fermer librairies et bibliothèques (comme si c'étaient des lieux particuliers de contamination !) interdit désormais la vente de livres dans les supermarchés. Impossible donc d'avoir accès aux livres... sûrement parce que la culture c'est contagieux...

Par contre les collégiens, lycéens, élèves peuvent continuer à s'entasser avec leurs enseignants à 35 ou 40 par classes ! Les bus, trams et autres transports en commun peuvent déborder aux heures d'embauche et débauche ! Et les queues peuvent continuer dans les centres commerciaux.

Samedi 7 nov. 18h00 réunion-débat en visio



**80 ans après
l'assassinat de
Trotsky,
l'actualité de son
combat**

Nous vous invitons à cette réunion-débat pour revenir sur les apports de l'œuvre, du combat et de la vie de Trotsky pour discuter de nos tâches militantes actuelles. Un débat que nous souhaitons ouvert pour toutes celles et ceux qui veulent que les courants révolutionnaires et internationalistes deviennent des forces actives de la lutte des classes, autour d'un programme pour répondre à l'urgence sociale, démocratique et environnementale, un programme porteur d'une transformation révolutionnaire de la société.

Participer au débat avec jitsi meet :

<https://meet.jit.si/debatnpa33-07-11-2020>

Suivre les intros en direct :

<https://youtu.be/k2A9U0bKF2>

Dans le monde entier, les gouvernements sont incapables de prendre quelque mesure efficace pour assurer la santé et la sécurité du plus grand nombre. Partout les plus pauvres, les plus précaires sont les plus exposés à l'épidémie, paient le plus cher tribut.

De l'argent magique tout de suite pour la santé, l'éducation, la sécurité sanitaire de tous !

Il ne peut y avoir de mesure efficace pour nous protéger collectivement sans remettre en cause les intérêts privés des riches, les profits des multinationales, de la finance en réquisitionnant tous les moyens nécessaires.

Dans la santé, il ne doit pas être question de compter : pour faire face à la hausse des malades à l'hôpital et dans les Ehpad, il faut embaucher massivement, et si il n'y a pas assez d'infirmières, d'aides-soignantes, de médecins, il faut commencer par embaucher toutes les autres catégories de personnel qui permettront de soulager le travail. Il faut un plan massif de formation, à décider et lancer dès aujourd'hui. Il faut réquisitionner sans attendre toutes les cliniques privées, mettre l'ensemble de leurs moyens techniques et humains à disposition de l'hôpital public. Il est scandaleux que la santé ou la dépendance puissent être privatisées et sources de profits !

Dans l'éducation, pour assurer à tous les enfants et jeunes la continuité de l'enseignement tout en préservant la santé de tous, il faut imposer ce que demandent les profs et les parents : réorganiser les enseignements, les emplois du temps par demi-groupes, embaucher massivement non seulement des profs mais aussi les autres catégories de personnels, entre autre pour la prise en charge du périscolaire.

L'argent existe : depuis 8 mois, le gouvernement, l'Europe arrosent le grand patronat par centaines de milliards, « quoi qu'il en coûte » comme disait Macron. Alors aujourd'hui, ce qui est à l'ordre du jour c'est d'imposer aux classes dominantes la réquisition de toutes les richesses de la société, tous les moyens nécessaires pour assurer la santé de tous, quoi qu'il en coûte !

Se faire respecter, défendre nos conditions de vie et de travail, nous organiser

Depuis la journée de lundi, des mobilisations d'enseignants, des débrayages et grèves ont lieu dans des lycées, des collèges, des écoles pour exiger le respect des mesures sanitaires. Des lycéens se mobilisent pour dénoncer le sort qui leur est fait.

La colère contre le mépris, les injustices est partout. La fuite en avant du gouvernement et de ses commanditaires du Cac 40 pour sauver leurs profits et leur monde se discutent largement, suscitent l'écœurement et renforcent la conviction que l'avenir dépend de notre capacité collective à nous organiser pour prendre les choses en main.

Dans l'éducation

Nous sommes des enseignants, pas les petits soldats du reconfinement !

La reprise de lundi 2 novembre a suscité du mécontentement partout, voire de la colère surtout en région parisienne, dans des établissements de banlieue. Des profs ont refusé de reprendre comme si de rien n'était, suivis parfois par des élèves.

Pour discuter d'un protocole sanitaire digne de ce nom et d'un hommage à Samuel Paty pris en main par les enseignants eux-mêmes, dans de nombreux établissements, des profs se sont organisés par visio, ont écrit des courriers, des motions, se sont réunis dès 8h, ont imposé des AG, ont débrayé quand la direction s'y est opposée voire, comme au lycée Élie Faure à Lormont, ont imposé que le mardi après-midi soit banalisé pour discuter. Quelques-uns ont voté la grève pour le lendemain.

En effet, la situation sanitaire à l'heure de la 2ème vague de l'épidémie montre à quel point le secteur de l'éducation comme celui de la santé, est méprisé voire maltraité par les autorités. Plus de 6 mois après le 1er confinement, aucun problème n'a été résolu. Pire, la casse s'est poursuivie : pas de recrutement massif après au moins 1800 suppressions de postes en 2019, effectifs en hausse dans les classes, locaux toujours aussi inadaptés voire exigus, aucun moyen pour rattraper les retards accumulés du 1er confinement. Tous ont pu voir que le travail à distance était un leurre, une bonne affaire commerciale pour les cours en ligne et surtout, une aggravation

des inégalités.

Lors de ce 2ème confinement, avec presque les mêmes protocoles que pour le 1er, hormis le masque imposé aux enfants à partir de 6 ans (particulièrement contraignant et une dépense de plus pour les parents), le même entassement dans les classes, les cantines, les transports, il s'agit encore mais en plus grand qu'en mars d'une « garderie du MEDEF » !

Dans ce contexte, de plus en plus de profs refusent d'être les bons petits soldats du reconfinement avec juste le droit de travailler et de se taire. L'une des principales revendications est de recruter pour dédoubler les classes afin d'avoir moins d'élèves présents (sans distanciel), par roulements, avec des réquisitions de bâtiments publics si nécessaire.

Ensuite, l'hommage à notre collègue Samuel Paty tragiquement assassiné nous est apparu comme un moment d'instrumentalisation voire de violence contre nous. En effet, le Ministre a fait savoir par la presse 3 jours avant la rentrée, alors que tout était organisé dans les écoles avec les collectivités, que le temps de discussion de 8h à 10h lundi était supprimé.

Que chacun se débrouille dans sa classe avec la lecture de la lettre de Jaurès et la minute de silence ! Après avoir prévu des rassemblements de centaines de personnes dans la cour en pleine circulation du virus, il a imposé à chaque prof de gérer seul une situation pour laquelle

il n'était pas préparé, en lisant un texte d'une autre époque, ne s'adressant pas aux élèves, de plus tronqué d'un passage critiquant l'institution !

Ce texte évoquant « la patrie » prenait en plus une résonance malsaine au moment où nombre de démagogues, au pouvoir ou non, répondent à l'horreur du terrorisme par l'« union nationale », une surenchère guerrière, des discours encourageant le racisme et les fanatismes de tous bords. Pire encore, les équipes étaient invitées à « remonter » tout « problème » rencontré à cette occasion à la cellule « Valeurs de la République » du Rectorat !

Nous n'avons pas voulu être les petits soldats de ces mécanismes funestes. Nous avons montré que nous tenions à notre liberté pédagogique pour décider comment rendre hommage à notre collègue, en toute indépendance des calculs politiques du pouvoir, et discuter avec les élèves de cette situation, des dangers de ces engrenages, en visant leur émancipation.

Ce sentiment est partagé y compris dans les très nombreux établissements où il n'y avait pas le rapport de force pour des actions collectives. Il rejoint la colère d'autres secteurs, participe d'une remise en cause globale du système qui pourrait faire écho chez les jeunes. On est loin de la duperie du « Grenelle de l'Éducation » entre syndicats et gouvernement, dont tout le monde se fiche !

Le 3 nov. 2020

Pour nous contacter, contribuer à ce bulletin :
anticapitalistes@npa33.org - 07 83 64 43 49

www.npa33.org